

[Texte]

Why do you think the Canadian banks steadfastly, absolutely refuse, on the grounds of confidentiality and competitiveness, to give us information? Do you think there's something this committee should do to bring those figures forward? I have three good questions here, and you can roll with them.

What do you think if we got the banks here? They've been here three times, twice at this committee and once at finance, and they won't give us information. Then two months later after the committee is over, everybody forgets about it and the rates go back up again. What if we, as a committee, decided to get the banks in? What if we swore them in? We can do that, you know. We can do that, we can swear the witnesses in. What if we swore them in and held an in camera hearing and forced them to give us the information? Would that be a help? Do we have to go that far?

• 1855

Mr. Simpson: I'd probably prefer that you swear them in than continue to swear at them, because you'd probably have better access to the information.

The Chairman: Nobody does that here.

Mr. Edmonston: This is a new Parliament.

Mr. Simpson: The new Parliament, I see, okay, good.

In the U.S. example, the banks have been shaky and probably have had to come up under a fine microscope, so numbers are probably a lot easier to obtain. It is a very different system and very diversified.

I can't understand why, if the banks and financial institutions have nothing to hide in this area, they can't have full and open disclosure with respect to some measure of profitability without destroying their competitive advantage or getting into any kind of a price competitive thing. That's one of the reasons, when we couldn't get a fix on this, we called for the Competition Bureau to look at it. Clearly they can get those numbers behind closed doors and provide some output measurement for us. I think it's high time. You can't argue both sides of the issue. If you give us the gross numbers, they just don't add up by anybody's measurement.

If you can't make money in this game on credit card interest rates at 20% then I'd suggest you shouldn't be in the game as a financial institution. We have great financial institutions and banks in this country. They're world-class and everything else, but if they can't make money when prime is at 8% and credit card rates are at 20%, then they shouldn't be in the business. You can't slice it both ways.

[Traduction]

pensez-vous que les banques canadiennes refusent absolument, obstinément, de nous fournir des renseignements, sous prétexte de confidentialité et de compétitivité? Pensez-vous que notre comité devrait prendre des mesures pour obtenir ces données? Je soulève trois bonnes questions que vous pourrez développer.

Que diriez-vous si nous convoquions les banques? Elles ont comparu trois fois, deux fois devant notre comité et une fois devant le Comité des finances, et elles refusent de nous donner des renseignements. Puis, deux mois après la fin des travaux du comité, tout le monde oublie, et les taux recommencent à grimper. Et si le comité décidait de convoquer les banques? Et si nous les assermentions? Vous savez, nous pouvons faire cela. Nous pouvons assermenter des témoins. Pensez-vous que ce serait une bonne idée de les assermenter et de les obliger, en séance à huis clos, à nous dévoiler ces renseignements? Est-ce que ce serait utile? Devons-nous aller jusque-là?

M. Simpson: Traitez-les en tant que témoins devant prêter serment. Cela vaudra mieux que de les traiter de tous les noms; vous obtiendrez ainsi probablement plus de renseignements.

Le président: Personne ne fait cela ici.

M. Edmonston: C'est une nouvelle législature.

M. Simpson: Une nouvelle législature, très bien, je vois.

Aux États-Unis, par exemple, les banques se sont retrouvées en mauvaise posture, et il est probable qu'elles ont été scrutées au microscope, de sorte qu'il est certainement plus facile d'obtenir des statistiques. C'est un système très différent et très diversifié.

Je ne vois pas pourquoi, si nos banques et nos institutions financières n'ont rien à cacher dans ce domaine, elles ne pourraient pas divulguer ouvertement et sans rien cacher des renseignements qui ont trait dans une certaine mesure à leur rentabilité sans risquer de remettre en cause leurs avantages par rapport à la concurrence ou de remettre en cause des choses comme la compétitivité des prix. C'est l'une des raisons pour lesquelles, voyant que nous ne pouvions pas obtenir ces chiffres, nous avons demandé au Bureau de la concurrence de se pencher sur la question. Ce dernier est bien évidemment en mesure d'obtenir les chiffres pour les examiner à huis clos et nous en donner ensuite un aperçu. Il me semble qu'il est temps d'agir. Il n'est pas possible de vouloir gagner sur les deux tableaux. Si l'on prend les chiffres bruts, cela ne concorde pas, quels que soient les critères de mesure que l'on prenne.

Si une institution financière me dit qu'elle perd de l'argent en pratiquant les taux d'intérêt de 20 p. 100 sur la carte de crédit, je lui répons alors qu'elle ne devrait pas faire ce métier. Nous avons d'excellentes institutions financières et d'excellentes banques dans ce pays. Elles ont une envergure mondiale et tout ce que vous voudrez, mais à partir du moment où elles ne gagnent pas d'argent alors que le taux privilégié est à 8 p. 100 et que celui des cartes de crédit est à 20 p. 100, elles feraient mieux de quitter le métier. On ne peut pas gagner sur tous les tableaux.